



Collectif 76
salariés du social et
du médico-social



Le syndicat SUD Santé Sociaux 76 avec le Front social Rouen* et ses soutiens appellent à un rassemblement au conseil départemental de Seine Maritime à l'occasion du vote du budget 2018.



LUNDI 11 DECEMBRE 2017

A partir de 12h00, près du Conseil Départemental de Seine Maritime à Rouen

Encore une fois le Département va utiliser comme variable d'ajustement budgétaire les dépenses liées aux actions sociales dont il a la charge. Sont aussi visées celles liées à l'éducation ou à des services essentiels à la population (Service Départemental d'Incendies et de Secours).

Encore des services publics démolis, des emplois et des vies sacrifiés.

Morceaux choisis (liste non exhaustive) :

- La fermeture de places d'hébergement pour femmes seules avec enfant (alors qu'il en manquait déjà...)
- Le centre Parental de l'ONM est amputé de 30% de ses capacités d'accueil. C'est des femmes et des enfants livrés à eux-mêmes et jetés à la rue, des situations de crise qui génèrent de la violence et de la souffrance au domicile des familles en difficulté ; et des salariés privés d'emploi, précarisés ou déplacés
- L'accueil minimaliste des mineurs non accompagnés (quand ils sont accueillis...)
- Plus globalement un mépris total de la protection de l'enfance
- La réduction de l'intervention du Fond Solidarité Logement (baisse d'aides financières et réforme du cautionnement)
- La baisse du financement des centres sociaux situés en quartier prioritaire de la politique de la ville (- 80.000 Euros sur 2 ans pour les 9 centres sociaux dans le collimateur).
- Le gel du nombre de places en EHPAD malgré les besoins en forte progression.
- La fermeture d'un collège au Havre
- La suppression des bourses aux familles les plus fragiles (- 930.000 Euros par an dont seulement 168.000 ont été réinjectés dans l'aide à la restauration)
- L'exclusion du Pass'Culture d'une majorité de nos collégiens
- La diminution de la Dotation Globale de Fonctionnement des collèges publics (- 941.000 Euros en 2017 et - 275.000 Euros en 2018) mais augmentation de la dotation au privé
- Ou encore la baisse du budget du Service Départementale d'Incendies et de Secours occasionnant la fermeture de casernes et l'abandon d'interventions utiles pour les concitoyens (- 1 million au budget prévisionnel.)

Ces coupes budgétaires s'élèvent à plus de 4 millions d'euros. Il en manquait déjà au moins 5 millions pour dans le secteur social pour répondre à l'accroissement des besoins.

Une broutille si on les compare aux 92 millions mobilisés pour rembourser la dette, ou au chèque que le département va doubler sans honte (22 millions d'euros) pour le contournement Est de Rouen.



Le choix des politiciens et technocrates locaux est clair. Il leur paraît urgent de rembourser les banques, de faire rouler plus de camions, au lieu de répondre aux besoins sociaux des habitants.

Le département a donc décidé d'accompagner la politique de Macron et de son gouvernement : toujours un peu plus pour les riches et encore beaucoup moins pour les autres.

Et les autres, c'est nous : salarié-e-s du secteur social, médico-social, de la santé, de l'éducation, pompiers mais surtout usagers des services départementaux, pauvres ou pas, vieux et jeunes, citoyens français ou étrangers. Ça fait vraiment beaucoup de gens concernés. Et le nombre, c'est notre force.

**Notre mot d'ordre face à ces injustices permanentes :
S'unir pour ne plus subir**

**On se regroupe donc
LUNDI 11 DECEMBRE 2017**

**Près du Conseil Départemental de Seine Maritime
A partir de 12h00**

Et à l'initiative du collectif « vive les APL »
rendez-vous à 14h samedi 9 décembre
devant le Théâtre des Arts à Rouen

*Qu'est-ce que le Front Social ?

Le Front Social est le fruit de la rencontre de militant.es et d'organisations au cœur du mouvement contre la loi Travail. Ils ont mis en commun leur détermination à gagner son abrogation et leur désir de convergence des luttes. Ils ont décidé de poursuivre ensemble pour que le mouvement de grèves, de luttes et de résistances opère son unification.

Le Front Social refuse de baisser la tête : nous n'acceptons pas que des camarades et collègues soient humilié.es au travail, aient leur santé détruite, soient licencié.es ou en arrivent à se suicider. Nous ne nous accommodons pas de crever d'avoir un boulot comme de ne pas en avoir ! Nous refusons d'autant plus la destruction du code du travail, des protections sociales, des services publics et des libertés que Macron cherche à mettre en œuvre.

Nous en avons assez de perdre au niveau national alors que nous nous battons tous les jours et gagnons souvent localement, mais de manière éparpillée ; nous voulons que le courage, la dignité de celles et ceux qui refusent au quotidien d'abdiquer les valeurs de solidarité, d'humanité, de générosité soient renforcés par l'indispensable convergence nationale – voire internationale – des luttes, que nous voulons organiser à l'occasion du combat contre les ordonnances Macron.

bureau@sudsante76 solidaires76@wanadoo.fr pourunfrontsocialrouen@gmail.com

salariesdusocial.rouen@gmail.com

sud-solidaires.precaires76@laposte.net

associationdroitaulogement76@gmail.com

sud.rail.normandie@gmail.com

syndicat-sud@seinemaritime.fr